

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 30 AVRIL 2018**

**Par le Service des relations médias,
relations publiques et à la communauté**

ACTUALITÉ

Le futur Centre de pédiatrie sociale en communauté suscite de grandes attentes



La fondation du futur CPSC A-L a provoqué une énorme vague d'espoir et d'empathie parmi les gens qui côtoient régulièrement des jeunes et leur famille (photo: Murielle Yockell - Le Courant des Hautes-Laurentides).



MURIELLE YOCKELL
redaction@lecourant.ca

Le 26 avril dernier, une soixantaine de personnes ont participé à la naissance du futur Centre de pédiatrie sociale en communauté d'Antoine-Labelle (CPSC A-L). Dès cet automne, les jeunes de 0 à 18 ans en difficulté et leur famille pourront compter sur cette nouvelle ressource pour les aider.

L'enfantement a provoqué une énorme vague d'espoir et d'empathie parmi l'assemblée. Il faut dire que la majorité de l'assistance côtoie régulièrement des jeunes et leurs familles. Pour que le futur centre prenne bien son envol, cela va aussi prendre des gens généreux de leur temps afin de mettre leur expertise au service du

CPSC A-L. «Tout est possible dépendamment des besoins identifiés, des ressources et des bénévoles», soulignait Isabelle Turmel, chef de services du programme jeunesse du Centre de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides. Le Centre aura besoin des services dans différents domaines (santé, social, communautaire, éducatif, législatif, artistique et sportif et autres).

«Il faut comprendre que l'implantation d'un centre de pédiatrie sociale doit provenir d'un mouvement collectif composé de gens qui ont le goût de s'impliquer et qui croient que cela peut venir bonifier l'offre des services déjà en place», insistait Mme Turmel.

L'ORIGINE DU PROJET

Le ministère de la Santé et des Services sociaux avait approché la direction du CISSS des Laurentides pour implanter trois centres de pédiatrie sociale en communauté dans les Laurentides. Ce mandat a été confié à Mme Turmel pour le territoire des Hautes-Laurentides. Puis le projet s'est mis en place dans le cadre d'une table de concertation sur la petite enfance, sur laquelle siégeait déjà un membre de l'équipe programme jeunesse du CISSS. Par la suite, un comité de démarrage regroupant des représentants de divers secteurs d'activités a été formé pour préparer la venue d'un CPSC.

LA CLIENTÈLE VISÉE

Ces services s'adresseront exclusivement aux jeunes de 0-18 ans de la MRC d'Antoine-Labelle qui sont en situation de vulnérabilité (insécurité alimentaire, instabilité familiale, négligence, violence, isolement et autres problématiques). Ce sont des jeunes qui ne sont pas ou peu rejoints par les services existants (cadres mal adaptés, méfiance, méconnaissance, déconsidération versus la famille ou les services), explique Caroline Collin, chargée de projet. «La philosophie des CPSC convient tout à fait à ce qu'on veut mettre en place dans la région et à ce qu'on véhicule comme réseau social de services sur le territoire, c'est-à-dire faire participer les familles, avoir une approche respectueuse et partir des besoins pour travailler sur les facteurs de protection afin de diminuer les facteurs de risque», soutient Mme Turmel.

LE CPSC A-L

Un CPSC s'inspire du modèle développé par le Dr Gilles Julien et réunit différentes expertises (médicale, sociale et législative). À ce jour, il existe une vingtaine de ces centres à travers le Québec. En ce qui concerne l'équipe du CPSC A-L, elle sera composée, au minimum, d'un médecin et d'une travailleuse sociale sélectionnée parmi l'équipe actuelle du CISSS (prêt de service). L'équipe assurera un suivi auprès de l'enfant et de sa famille entre les rendez-vous cliniques. Leur démarche impliquera l'enfant, ses parents, sa fratrie, les autres adultes significatifs et intervenants (s'il y a lieu). Cette approche globale de la santé de l'enfant est centrée sur les besoins de ce dernier et axée sur ses forces ainsi que celles de sa famille élargie et de la communauté. Elle vise le partage d'informations pour mieux comprendre la situation que vit l'enfant et pour mettre en place des solutions possibles. Cela se fait dans un esprit d'auto-nomination («empowerment») de l'enfant et de sa famille, soit l'acquisition par l'enfant de son autonomie comportementale.

LE CENTRE À MONT-LAURIER

En raison de son fort taux de défavorisation et afin de soutenir le plus grand nombre de familles en difficulté, Mont-Laurier a été désigné comme étant l'endroit le plus pertinent pour y implanter un CPSC. «L'équipe du centre prendra le temps nécessaire pour accueillir l'enfant ainsi que sa famille afin de tisser des liens de confiance entre eux et l'équipe clinique du CPSC. Ce sera une approche conviviale, personnalisée, souple, en dehors des cadres formels et institutionnalisés, sans rapport de force ni jugement», spécifie Mme Collin.

ÉLECTIONS

Voici donc le premier conseil d'administration élu: Jean-François Limoges, psycho-éducateur, Véronique Grenier, notaire; Nathalie Riopelle, coordonnatrice en adaptation scolaire et des services complémentaires à la CSPN; Guylaine Guy (La Mèreveille); et Claudie Lacelle (Maison des Jeunes) et Jean-François Tessier, enseignant au collégial, Nathalie Dallaire, femme d'affaires de Mont-Laurier, Chantal Piché, travailleuse en soutien postnatal et Christine Gonthier-Gignac, chargée de projet Internet haute vitesse à la MRC d'Antoine-Labelle. ■

ACTUALITÉ

Rivière-Rouge

Le souper de la Fondation CHDL-CRHV rapporte gros



Collaboration
RONALD MC GREGOR
Information du Nord

Encore une fois, succès fracassant pour le souper annuel de la Fondation CHDL-CRHV, sa 27^e édition.

Selon les dires de la direction de la fondation, ce souper-bénéfice est un record d'assistance et de vente de billets, avec 340 personnes intéressées. Au terme de la soirée, 40 000\$ environ est versé dans les aides à saveur caritative.

Le président de la fondation, Gilles Joannette, s'est avéré modeste dans son allocution. N'empêche, il a remercié les bénévoles et salué l'assistance qui fait confiance à la fondation depuis des années pour soutenir les organismes et l'hôpital par d'importantes actions, dont celle, récemment, du scanneur. On aime donner à la fondation. «Lorsque je travaille à la fondation, souvent je pense à l'émission "Donnez au suivant"», a-t-il soutenu.

Au souper, la fondation a remis publiquement une aide financière au GMF de Labelle, aux Papillons de Nominique et l'Association des parents d'enfants handicapés des Hautes-Laurentides.

GARDER L'HÔPITAL «PERFORMANT»

La présidente d'honneur, Huguette Sauriol

Joannette, conjointe de Gilles Joannette, a pris le micro et donné une allocution digne de son mari. «La Fondation s'est donnée comme mission de bonifier les services offerts et de répondre aux nombreuses demandes en procurant de l'équipement ou des appareils qui ne seraient pas nécessairement attribués par le gouvernement, du moins dans l'immédiat. Et beaucoup de votre argent a déjà été investi au cours des années à cet effet.»

«Garder notre hôpital chez nous et le maintenir performant pour les gens de chez nous est le but ultime de la Fondation malgré le fait que nous ne soyons qu'un petit milieu. Et c'est cette volonté d'offrir toujours mieux qui l'oblige constamment, année après année, à solliciter votre contribution. Vous répondez toujours merveilleusement à la demande », a remarqué Mme Sauriol.

Sur ces mots d'encouragements et de remerciements à peine voilés, le nouveau président-directeur général adjoint, Yves St-Onge a aussi fait part des investissements de la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides. Plus d'une fois, il a souligné que l'hôpital ne fermera pas et que les quelque 20 M\$ investis profiteront pendant des décennies. Comme employeur principal de la Rouge, avec 750 employés, il faut aussi mettre le bâtiment aux normes. ■



Le conseil administratif de la Fondation CHDL-CRHV présent lors du 27^e souper-bénéfice annuel: Robert Bergeron, Johanne Landry, Yves Sigouin, Gilbert Paquette, Mark D. Goldman, Gilbert Brassard, la présidente d'honneur Huguette Sauriol-Joannette, Gilbert Therrien, Gilles Joannette, Réal Croisetière, Martine Landry, Ghislain Chénier, Fernand Perrier, Réjean Paradis et Claudine Perrier (photo: Ronald Mc Gregor - L'Information du Nord).

Pour les parents et amis qui prennent soin d'un proche atteint de la maladie d'Alzheimer : une rencontre d'information (gratuite), animée par Mme Carole Trépanier, se tiendra chaque 3e jeudi du mois, de 10h00 à 12h00, au CHSLD Ste-Anne, Local B-116, au 411, rue de la Madone, à Mont-Laurier.



L'information du Nord

Vallée de la Rouge | Mont-Tremblant | Ste-Agathe | Ste-Adèle

Mercredi 2 mai 2018 • Vol. 35 • No. 26 • 7 690 exemplaires l'informationdunordvalleedelarouge.ca

LABELLE AURA UN CHSLD FLAMBANT NEUF

PAGE 3



SCIE A CHAÎNE
A ESSENCE
STIHL - MS 170
POMME 288 95\$ AVCP
CHÂNE-CHAÎNE DE 18 PD
199⁹⁵\$
VENTES & SERVICES STE-MARIE
À VOTRE SERVICE DEPUIS 1988
1383, rue L'Annonciation N., Rivière-Rouge 819-275-2501

2 JOURS SEULEMENT
GRATTEZ ET ÉCONOMISEZ
15% 100%
RONA
Deslongchamps
Valide samedi le 5 et
dimanche le 6 mai 2018

Information du Nord - Archives

Actualités
**Souper de la
Fondation : un succès**
PAGE 6

Culture
**13 ans
et déjà poète**
PAGE 9

Sports
**Championnat
de ping-pong à
Rivière-Rouge** PAGE 19

À LA UNE

On prévoit l'ouverture d'ici janvier 2020

Un tout nouveau CHSLD verra le jour à Labelle



Le CHSLD de Labelle perdra d'ici 2020 sa vocation première alors qu'un nouveau sera construit dans le périmètre de Labelle. (Photo Information du Nord - Ronald Mc Gregor)



RONALD MC GREGOR
rmcgregor@infodunord.ca

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides annonce la construction d'un nouveau CHSLD à Labelle. Il sera aux normes actuelles et proposera quelques places de plus, passant d'une bonne trentaine à 42.

Il est trop tôt pour connaître l'investissement total de la construction et l'achat du terrain puisqu'actuellement, l'appel d'offres est déjà lancé. Myriam Sabourin aux communications du CISSS poursuit. « Selon l'appel d'offres, différents exploitants pourraient décider de nous proposer un projet sur un terrain X, un qui leur appartient ou ils feront l'achat pour le bâtiment. »

Bref, le CISSS ne cible pas d'endroit spécifique, mais la construction sera dans le périmètre du secteur de Labelle.

UNE NOUVELLE CONSTRUCTION ?

Pourquoi investir des millions de dollars dans un bâtiment alors que celui-ci semble encore utile ? « Nos équipes font l'évaluation de nos bâtiments chaque année, on est donc au fait de ceux qui répondent moins aux normes, etc. On a listé tous nos bâtiments dans l'ensemble du territoire et

évidemment ceux qui respectent le moins les normes sont gérés en priorités. C'est le cas du CHSLD de Labelle. »

Il coûte moins cher de construire que rénover pour le rendre aux normes. « Il sera bâti selon l'approche "milieu de vie". De plus en plus, ce sont des chambres individuelles et l'on construit de plus en plus nos milieux comme si c'était des appartements, mais autour d'un poste de garde »,

précise M^{me} Sabourin. Cela évite les déplacements dans les longs corridors. On trouvera aussi des salles de regroupements qui n'ont pas l'air d'un hôpital, plus spacieuses et plus calmes, dit-on.

Après l'ouverture du nouveau CHSLD, à quoi servira l'actuelle structure ? Le présent bâtiment situé sur la rue de l'Église restera la propriété du CISSS. « C'est un bâtiment qui date de 1971, poursuit M^{me} Sabourin. C'était une époque où les personnes

avaient des états de santé beaucoup moins lourds. Les gens qui se trouvent dans le CHSLD aujourd'hui ont des profils beaucoup plus lourds, ce qui fait en sorte que les lieux doivent être adaptés, ne serait-ce que pour les lits, les salles de bains, etc. »

D'autres services seront offerts, mais qui demandent moins d'adaptation qu'en CHSLD. La direction étudie actuellement des scénarios, mais n'a pris aucune décision. 

L'information du Nord Vallée de la Rouge, 2 mai 2018, p. 5

L'information du Nord Sainte-Agathe, 2 mai 2018, p. 3

À LA UNE

Stationnement du CISSS des Laurentides

Des profits de 2,7 M\$ « sur le dos des clients, de leur famille et des employé(e)s », s'indigne l'APTS

ALEXANDRE DUBÉ

adube@lecourant.ca

Un an après la hausse des tarifs de stationnement des établissements du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) dénonce la situation.

Le syndicat, qui représente près de 300 employés du réseau de la santé dans la MRC d'Antoine-Labelle, croit que « la situation des stationnements telle qu'imposée et gérée actuellement par le CISSS, a pour effet de prendre la clientèle en otage ».

« Ces tarifs de stationnement viennent exacerber la difficulté d'accès aux services dans un réseau déjà mis à mal par des compressions et des réformes qui désorganisent l'offre de service, s'indigne la porte-parole de l'APTS Laurentides, Josée Fréchette. C'est une autre façon de réduire les services à la population et de pénaliser le personnel dont on exige déjà beaucoup. »

Rappelons qu'en avril 2017, le CISSS des Laurentides, désirant « harmoniser » les frais de stationnement de l'ensemble des établissements de santé sous sa gouverne, avait décidé de les hausser tant pour ses usagers que pour ses employés.

ENTRE PROFITS ET EXCÉDENTS

Rejoint par le journal, Myriam Sabourin, porte-parole du CISSS des Laurentides, préfère parler d'excédents que de profits puisque « la

notion de "profit" ne s'applique pas dans un établissement public ». « L'excédent pour 2016-2017 a été de 3 M\$ », aux dires M^{me} Sabourin.

Ce montant devrait diminuer l'année prochaine puisque « Pour 2017-2018, nous prévoyons des excédents d'environ 2,5 M\$ ». La porte-parole du CISSS nous explique que « L'écart entre les deux années provient principalement d'une augmentation des coûts d'entretien de nos stationnements ».

OÙ EST RÉINJECTÉ L'ARGENT

Selon l'APTS, « La directive ministérielle à l'origine de l'imposition de tarifs de stationnement dans les établissements de santé et de services sociaux visait initialement à assurer le bon fonctionnement et l'entretien des stationnements à coût nul ».

Le syndicat décrie que « La direction du CISSS affirme maintenant, sans gêne, que les stationnements sont une source de revenus au même titre que les cafétérias et les chambres privées ».

M^{me} Sabourin reconnaît d'ailleurs que l'excédent pour 2016-2017 « permettra notamment d'éponger une partie du déficit de l'établissement » et sera « directement injecté dans les soins et services directs offerts à la population des Laurentides ».

LE PRINCIPE D'UTILISATEUR-PAYEUR RÉCLAMÉ POUR LE PERSONNEL

L'APTS déplore également que « la politique actuelle de tarification des aires de stationnement pour les travailleurs [soit] élaborée en fonction des

heures travaillées et non en fonction de l'utilisation réelle des stationnements ».

En d'autres mots, lorsqu'un employé est à l'horaire, 1 \$ est prélevé de sa paye, qu'il ait ou non utilisé un espace de stationnement. Les employés qui covoiturent ou utilisent des moyens de transport actifs ou collectifs peuvent se désister des frais de stationnement, mais pour une période

minimale de huit semaines seulement. L'APTS souhaiterait que le principe d'utilisateur-payeur soit respecté.

M^{me} Sabourin soutient que « Les tarifs de stationnement pour le personnel sont prélevés en fonction des présences de chacun » et que « Par conséquent, les employés ne paient que pour les jours où ils utilisent le stationnement ». ●



Tous les stationnements du CISSS ont désormais la même tarification, et les excédents qu'il en retire sont considérables. (Photo Information du Nord - Maxime Coursol)

À LA UNE

Tenu au gymnase de l'hôpital de Rivière-Rouge le 28 avril

Le souper de la Fondation CHDL-CRHV rapporte gros



Le conseil administratif de la Fondation CHDL-CRHV présent lors du 27^e souper-bénéfice annuel : Robert Bergeron, Johanne Landry, Yves Sigouin, Gilbert Paquette, Mark D. Goldman, Gilbert Brassard, la présidente d'honneur Huguette Sauriol-Joannette, Gilbert Therrien, Gilles Joannette, Réal Croisetière, Martine Landry, Ghislain Chénier, Fernand Perrier, Réjean Paradis et Claudine Perrier. (Photo Information du Nord – Ronald Mc Gregor)



RONALD MC GREGOR
rmcgregor@infodunord.ca

Encore une fois, succès fracassant pour l'annuel souper de la Fondation CHDL-CRHV, sa 27^e édition.

Selon les dires de la direction de la fondation, ce souper-bénéfice est un record d'assistance et de vente de billets, avec 340 personnes intéressées. Au terme de la soirée, 40000 \$ environ est versé dans les aides à savoir caritative.

Le président de la fondation, Gilles Joannette, s'est avéré modeste dans son allocution. N'empêche, il a remercié les bénévoles et salué l'assistance qui fait confiance à la fondation depuis des années pour soutenir les organismes et l'hôpital par d'importantes actions, dont celle, récemment, du scanner. On aime donner à la fondation. « Lorsque je travaille à la fondation, souvent je pense à l'émission *Donnez au suivant* », a-t-il soutenu.

Au souper, la Fondation a remis publiquement une aide financière au GMF de Labelle, aux Papillons de Nomingue et l'Association des parents d'enfants handicapés des Hautes-Laurentides.

GARDER L'HÔPITAL « PERFORMANT »

La présidente d'honneur, Huguette Sauriol Joannette, conjointe de Gilles Joannette, a pris le micro et donné une allocution digne de son mari. « La Fondation s'est donné comme mission de bonifier les services offerts et de répondre aux nombreuses demandes en procurant de l'équipement ou des appareils qui ne seraient pas nécessairement attribués par le gouvernement, du moins dans l'immédiat. Et beaucoup de votre argent a déjà été investi au cours des années à cet effet. »

« Garder notre hôpital chez nous et le maintenir performant pour les gens de chez nous est le but ultime de la Fondation malgré le fait que nous ne soyons qu'un petit milieu. Et c'est cette volonté d'offrir toujours mieux qui l'oblige constamment, année après année, à solliciter votre contribution. Vous répondez toujours merveilleusement à la demande. »

Sur ces mots d'encouragements et de remerciements à peine voilés, le nouveau président-directeur général adjoint, Yves St-Onge a aussi fait part des investissements de la direction du CISSS des Laurentides. Plus d'une fois, il a souligné que l'hôpital ne fermera pas et que les quelque 20 M\$ investis profiteront pendant des décennies. Comme employeur principal de la Rouge, avec 750 employés, il faut aussi mettre le bâtiment aux normes. 7

ACTUALITÉ

MANIFESTATION

Les infirmières font pression par l'habillement



Dans le cadre d'une manifestation, qui n'embûche pas les services, les infirmières de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) ont brisé la ligne du code vestimentaire obligatoire le 26 avril pour se glisser dans des tenues de ville. Elles soulignent ainsi la lenteur des pourparlers avec le patronat. « J'en ai plein le dos/j'appuie ma négô », lit-on sur les chandails. Selon Francis Charbonneau, vice-président secteur nord de la FIQ – Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides (FIQ – SPSL), « les professionnelles en soins cesseront de respecter le code vestimentaire puisque l'employeur ne les respecte pas ». On parle évidemment du respect envers les professionnelles. Bien qu'heureuses des projets-pilotes sur les ratios convenus entre Québec et la FIQ – SPSL, les membres souhaitent obtenir des conditions de travail adéquates, et ce le plus rapidement possible. Sur la photo, quelques infirmières du secteur d'Antoine-Labelle en tenue vestimentaire de tous les jours sur les lieux de leur travail le 26 avril au matin. (Photo gracieuseté)

On prévoit l'ouverture d'ici janvier 2020

Un tout nouveau CHSLD verra le jour à Labelle



Le CHSLD de Labelle perdra d'ici 2020 sa vocation première alors qu'un nouveau sera construit dans le périmètre de Labelle. (Photo Information du Nord – Ronald Mc Gregor)

RONALD MC GREGOR

rmcgregor@infodunord.ca

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides annonce la construction d'un nouveau CHSLD à Labelle. Il sera aux normes actuelles et proposera quelques places de plus, passant d'une bonne trentaine à 42.

Il est trop tôt pour connaître l'investissement total de la construction et l'achat du terrain puisqu'actuellement, l'appel d'offres est déjà lancé. Myriam Sabourin aux communications du CISSS poursuit. « Selon l'appel d'offres, différents exploitants pourraient décider de nous proposer un projet sur un terrain X, un qui leur appartient ou ils feront l'achat pour le bâtiment. »

Bref, le CISSS ne cible pas d'endroit spécifique, mais la construction sera dans le périmètre du secteur de Labelle.

UNE NOUVELLE CONSTRUCTION ?

Pourquoi investir des millions de dollars dans un bâtiment alors que celui-ci semble encore utile ? « Nos équipes font l'évaluation de nos bâtiments chaque année, on est donc au fait de ceux qui répondent moins aux normes, etc. On a listé tous nos bâtiments dans l'ensemble du territoire et

évidemment ceux qui respectent le moins les normes sont gérés en priorités. C'est le cas du CHSLD de Labelle. »

Il coûte moins cher de construire que rénover pour le rendre aux normes. « Il sera bâti selon l'approche "milieu de vie". De plus en plus, ce sont des chambres individuelles et l'on construit de plus en plus nos milieux comme si c'était des appartements, mais autour d'un poste de garde », précise Mme Sabourin. Cela évite les déplacements dans les longs corridors. On trouvera aussi des salles de regroupements qui n'ont pas l'air d'un hôpital, plus spacieuses et plus calmes, dit-on.

Après l'ouverture du nouveau CHSLD, à quoi servira l'actuelle structure? Le présent bâtiment situé sur la rue de l'Église restera la propriété du CISSS. « C'est un bâtiment qui date de 1971, poursuit Mme Sabourin. C'était une époque où les personnes avaient des états de santé beaucoup moins lourds. Les gens qui se trouvent dans le CHSLD aujourd'hui ont des profils beaucoup plus lourds, ce qui fait en sorte que les lieux doivent être adaptés, ne serait-ce que pour les lits, les salles de bains, etc. »

D'autres services seront offerts, mais qui demandent moins d'adaptation qu'en CHSLD. La direction étudie actuellement des scénarios, mais n'a pris aucune décision. 10

ACTUALITÉ

Hôpital Laurentien

Séjour en hausse pour les patients ambulatoires

DANIEL DESLAURIERS
ddeslauriers@infodunord.ca

Depuis 2013-2014, la durée moyenne de séjour, pour les patients ambulatoires, a augmenté de 1,1 heure à l'Hôpital Laurentien de Sainte-Agathe-des-Monts.

Une statistique peu encourageante qui s'explique, selon la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides, parce que le nombre de patients sur civière a augmenté de façon significative depuis quatre ans.

« L'état de santé des patients que nous recevons est plus lourd et requiert donc plus de soins. En effet, depuis 2013-2014, nous avons connu une augmentation significative du nombre d'arrivées d'ambulances, du nombre de patients de 75 ans et plus ainsi que du nombre d'usagers nécessitant des soins de santé mentale », confirme la porte-parole du CISSS des Laurentides, Thais Dubé.

Depuis ces dernières années, même si le CISSS dit avoir pris différentes mesures afin d'améliorer le

fonctionnement de l'urgence, ces facteurs ont eu pour effet d'allonger la durée moyenne de séjour pour les patients ambulatoires.

NOUVELLES INITIATIVES

« Nous continuons de travailler à nous améliorer, notamment par l'ouverture, au cours de la dernière année, d'une unité d'hospitalisation brève à l'urgence de Sainte-Agathe pour les usagers qui nécessitent une hospitalisation de courte durée afin de stabiliser leur état », souligne Mme Dubé.

La création du CISSS des Laurentides a permis, selon elle, de renforcer et de consolider les arrangements avec les équipes de première ligne pour la prise en charge et le suivi rapide de certains patients à la suite de leur séjour à l'urgence.

De façon globale, la durée de séjour à l'urgence s'est améliorée dans 60 établissements de santé au Québec, mais elle s'est détériorée à 40 autres endroits lorsque les patients ne sont pas sur civière, rapportait TVA Nouvelles dans un récent reportage. ●



(Photo Information du Nord - Archives)

▶ AU PROFIT DU DÉPARTEMENT DE PÉDIATRIE

ON VOUS ATTEND AU 25^E GRAND MCDON

Encore cette année, la journée du Grand McDon (le 2 mai prochain) sera dédiée aux enfants soignés ici!

En effet, la famille Giguère (propriétaire des restaurants McDonald's de la région) retrouvera ses fidèles bénévoles qui, encore cette année, ont choisi de soutenir cette journée du Grand McDon au profit d'une cause locale!

Benoit Delorme, président de la Fondation Ordina-Cœur, chapeautera la gestion des bénévoles pour l'occasion et, en partenariat avec la famille Giguère, remettra tous les profits au département de pédiatrie de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme.

JE MANGE - JE DONNE

« Nous invitons la population à visiter l'un des sept restaurants McDonald's de la famille Giguère afin de contribuer à cette réussite collective. Rappelons que pour chaque McCafé, Joyeux Festin ou Big Mac vendu, 1\$ sera remis à la cause. En plus, pour ajouter au plaisir de cette journée dynamique, les bénévoles vendront des accessoires à l'effigie de l'événement, dont des peluches ainsi que des bas théma-

tiques. Les profits de la vente de ces accessoires viendront bonifier les résultats de cette journée collective », soulignent les responsables de l'initiative.

UN CŒUR AVEC ÇA?

En attendant cette journée festive, il est possible de contribuer dès maintenant en achetant un cœur symbolique!

Les cœurs sont en vente dans les restaurants participants ou sur le site Web [<http://bit.ly/MCDON2018>]

Achetez un cœur, publiez votre photo avec le cœur sur la page de l'événement *Le Grand McDon de Saint-Jérôme et Mirabel* (Facebook) et courez la chance de gagner une carte-cadeau McDonald's.

OBJECTIF 25 000 \$

Rappelons que le département de pédiatrie de l'Hôpital est un service régional. Chaque don de la journée du Grand McDon servira à financer les équipements à la fine pointe de technologie afin de permettre aux enfants d'être traités près de leur lieu de résidence.



C'est un rendez-vous pour le Grand McDon, le 2 mai prochain.

LE CISSS DES LAURENTIDES
complice de votre santé

RENDEZ-VOUS FÉMININ
CLINIQUE SPÉCIALE DE DÉPISTAGE TEST PAP
MERCREDI 23 MAI 2018

FEMMES, soyez informées!
HOMMES, informez votre mère, votre sœur, votre conjointe...

Nous offrons une grande clinique de dépistage du cancer du col de l'utérus.

À LA CLINIQUE JEUNESSE
145, avenue de la Providence
à Lachute
Prenez-vite un rendez-vous!
Places limitées!

450 562-0271

Critères d'admissibilités

- **Toutes femmes âgées de 21 ans et plus**
- **Ne pas avoir subi de test PAP depuis 2 ans**
- **Ne pas avoir de menstruations le jour de l'examen**

Aucun examen des seins ou gynécologique ne sera effectué lors de cette clinique spéciale test PAP

Carte d'assurance maladie du Québec obligatoire

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Québec 

Tirage au profit de

Seulement 1000 billets à vendre!

Le tirage aura lieu le **20 juin 2018 à 18h**



LA FONDATION DE L'HÔPITAL D'ARGENTEUIL THE ARGENTEUIL HOSPITAL FOUNDATION

Billet : 20\$

7 prix : 7500\$ EN ARGENT à gagner!

- 1^{er} prix : 3000\$
- 2^e prix : 1500\$
- 3^e prix : 1000\$
- 4^e prix : 750\$
- 5^e prix : 500\$
- 6^e prix : 500\$
- 7^e prix : 250\$

À vendre:

- Aux bureaux de la Fondation, à l'Hôpital d'Argenteuil
- À la boutique des bénévoles de l'Hôpital d'Argenteuil
- Bernard Tessier Fleuriste, 533, Principale, Lachute
- Pharmacie Proxim, Céline Bordeleau, 213, rte du Long-Sault, St-André
- Sur facebook en cliquant sur « acheter » à partir de la page de la FHA

 @fondationha
450 562-3761 poste 72100,
514 796-1645,
145, av. de la Providence, Lachute, poste U-239

Encouragez la Fondation de votre hôpital en achetant un carnet de 10 billets (200,00\$) et l'Argenteuil mettra votre carte d'affaires dans la prochaine édition.

LA FONDATION DE L'HÔPITAL D'ARGENTEUIL



THE ARGENTEUIL HOSPITAL FOUNDATION



PARCE QUE LA Santé C'EST L'AFFAIRE DE TOUS

145, avenue de la Providence, Lachute QC J8H 4C7
Tél. : 450 562-3761, p. 72100 • fha@ssss.gouv.qc.ca



—photo Evelyne Bergeron

Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides étudie la possibilité de rapatrier l'unité de réadaptation fonctionnelle intensive (URFI) de Lachute vers Saint-Jérôme.

Cette toute récente unité – elle a été inaugurée en 2013 – accueille jusqu'à 19 patients de tout le territoire des Laurentides, pour des programmes de réadaptation d'une durée moyenne de trois mois. Près de 40 employés travaillent dans cet établissement situé à côté du CHSLD actuel.

La question se pose : pourquoi revenir sur une décision prise il y a à peine cinq ans ? Selon la porte-parole du CISSS des Laurentides, Myriam Sabourin, une importante difficulté de recrutement de médecins persiste depuis des années. L'URFI compte actuellement un seul médecin.

« On a l'occasion d'aller recruter d'autres médecins qui seraient plus intéressés à travailler vers Saint-Jérôme », a-t-elle expliqué lors d'une entrevue téléphonique.

Maintenant, pourquoi serait-il plus difficile de convaincre des médecins d'exercer à Lachute ? « La proximité de Hawkesbury complexifie vraiment notre travail de recrutement. À quelques kilomètres près, les

CHAISE MUSICALE ENVISAGÉE PAR LE CISSS

à l'époque, Myriam Sabourin a soutenu que la difficulté de recrutement était une situation difficile à prévoir.

« On l'a essayé, mais le problème persiste. On doit donc réfléchir et chercher des solutions. »

Bien que Mme Sabourin ait assuré qu'aucune décision officielle n'était prise à l'heure actuelle, les dirigeants de l'URFI ont tout de même rencontré leur personnel la semaine dernière afin de les informer du scénario de déménagement qui est sur la table. « On voulait éviter de faire ces scénarios-là en secret. On voulait les mettre dans le coup », a-t-elle indiqué.

Un des scénarios étudiés est de déménager l'URFI de Lachute dans l'ancien CHSLD d'Youville à Saint-Jérôme. On estime que l'établissement pourrait très bien répondre aux besoins de l'unité de réadaptation.

À l'inverse, peut-on croire que les locaux actuels de l'URFI de Lachute pourraient convenir au futur CHSLD de Lachute ? Mme Sabourin a affirmé que ce n'était pas un scénario envisagé. L'option privilégiée serait plutôt de relocaliser des services qui sont actuellement aménagés dans des espaces locatifs ou encore des roulottes.

—Evelyne Bergeron



EVELYNE BERGERON
evelyne.bergeron@eap.on.ca

La Fondation de l'Hôpital d'Argenteuil (FHA) se joint, pour une deuxième année, à l'activité *Courir pour notre santé*.

La population de tous âges est invitée à participer à cet événement qui se déroulera le dimanche 3 juin, aux Premium Outlets Montréal à Mirabel. Différents parcours sont offerts aux marcheurs ou coureurs de tout acabit, allant de 1 km au demi-marathon (21,1 km). Les parcours sont asphaltés et sans dénivellation.

À sa première participation en 2017, la FHA avait récolté 10 000 \$ qui avaient été affectés à la campagne majeure de la Fondation. Près de 70 personnes avaient couru ou marché pour l'organisme argenteuillois. La FHA espère bien dépasser ces résultats cette année.

Elle lance d'ailleurs un défi aux entreprises de la région, celui d'embarquer avec leurs équipes de travail. Le Groupe Gagné (trois concessionnaires automobiles), Cascades Groupe Tissu et la Caisse Desjardins ont déjà réitéré leur participation.

« En plus de financer une belle cause, cette activité est une belle occasion d'encourager l'activité physique dans vos équipes de travail », a déclaré Régis Arsenault, directeur de l'usine Cascades



Groupe Tissu et la Caisse Desjardins ont déjà réitéré leur participation.

« En plus de financer une belle cause, cette activité est une belle occasion d'encourager l'activité physique dans vos équipes de travail », a déclaré Régis Arsenault, directeur de l'usine Cascades à Lachute, par voie de communiqué. Pour Jean-Christophe Filion, directeur chez Honda Lachute, « cet événement est une bonne façon de redonner à la région, à la communauté ».

L'évènement *Courir à notre santé*, initié par la Fondation de l'Hôpital de Saint-Jérôme, en sera à sa septième édition. Le comité organisateur s'est fixé un objectif de 85 000 \$ et 1500 participants.

Un tarif préférentiel d'inscription est offert jusqu'au 16 mai. Les inscriptions sont acceptées jusqu'au 29 mai. Tous les renseignements sont disponibles au www.couriranotresante.com. Les personnes qui préfèrent s'inscrire comme bénévoles peuvent contacter la FHA au 450 562-3761, poste 72100.

Le The *Régional*

34 125 copies | www.le-regional.ca
Suivez-nous sur 

Vol. 24, No. 04 | 26 avril / April 26, 2018

Lachute



LACHUTE POURRAIT PERDRE SON URFI

VOIR PAGES 4 ET 5

L'hôpital de Lachute



Francis Legault
Lachute

Inaugurée il y a à peine cinq ans, l'Unité de réadaptation fonctionnelle intensive (URFI) de l'hôpital de Lachute pourrait quitter les lieux. En effet, le bâtiment construit au coût de 5 millions \$ en 2013 pourrait perdre ses locataires et ses 38 employés si la direction du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides décide d'aller de l'avant avec le déménagement de cette unité.

Inaugurée en 2013, l'aile qui abrite l'URFI a été construite au coût de 5 millions \$ spécifiquement pour accueillir ce type de clientèle. Les patients de l'URFI sont atteints de maladies dégénératives, ont été victimes d'un accident vasculaire cérébral (AVC) ou encore ont subi une amputation. Le Centre de réadaptation en déficience physique (CRDP) Le Bouclier offre les services de réadaptations (ergothérapie, physiothérapie, etc.) à ces patients tandis que la maintenance du bâtiment et des soins infirmiers et auxiliaires relèvent directement de la direction du centre hospitalier. La durée moyenne d'un séjour à l'URFI est d'une quarantaine de jours.

Au moment de son inauguration, le bâtiment de deux étages pouvait accueillir 19 clients en même temps

dans sept chambres simples et 6 chambres doubles, toutes situées au premier étage. On retrouve également au rez-de-chaussée une grande salle commune. À l'étage se trouvent les bureaux du personnel ainsi que les locaux où sont menées les séances de réadaptation.

Or, *Le Régional* a appris que la direction du CISSS des Laurentides étudiait la possibilité de ramener cette unité à Saint-Jérôme. Une des possibilités explorées serait de reloger l'URFI à l'ancien Centre d'hébergement Youville de Saint-Jérôme en compagnie de tous les autres lits de réadaptation des Laurentides.

«On a rencontré le personnel pour leur dire que l'on avait une opportunité de déménagement que l'on est en train d'explorer, indique Myriam Sabourin, conseillère en soutien aux projets trans-

pourrait perdre l'URFI

versaux au CISSS des Laurentides. On veut informer le personnel de la démarche dès le début et non pas lorsque ce sera accompli... si cela s'accomplit!»

En effet, madame Sabourin tient à préciser que ce déménagement n'est seulement qu'à l'étude et qu'aucune décision finale n'a été prise dans ce dossier.

Manque de médecins

La raison principale évoquée pour expliquer pourquoi l'URFI quitterait le centre hospitalier de Lachute est la pénurie de médecins spécialisés pour ce type de traitement. Depuis l'ouverture de l'unité en 2013, la direction a de la difficulté à combler les trois postes de médecins de l'URFI. Actuellement, il n'y en aurait qu'un seul.

«C'est un problème que l'on a depuis l'ouverture, avoue madame Sabourin. Ce n'est pas facile de trouver

des médecins qui veulent se déplacer. Et comme ce sont des médecins spécialisés en réadaptation, c'est encore plus fin comme expertise et c'est plus difficile d'en trouver qui veulent faire le chemin jusqu'à Argenteuil pour pratiquer.»

Cependant, elle ajoute que ce déménagement pourrait permettre de ramener en un seul endroit tous les lits de réadaptation fonctionnelle intensive des Laurentides. Actuellement, outre Lachute, Ste-Agathe et St-Jérôme ont aussi chacun une URFI.

«Ça amène les médecins à se promener beaucoup et ça leur fait perdre du temps. Ce n'est pas optimal, poursuit madame Sabourin. Comme on a des locaux qui se sont libérés à St-Jérôme, est-ce que ça ne représenterait pas un avantage pour les médecins et les usagers?»

Quant à la possibilité de recruter

des médecins pour pallier au manque actuel de l'unité lachutoise, madame Sabourin dit que des efforts sont déjà faits en ce sens mais que les Laurentides ne font pas exception à l'échelle du Québec. Cette pénurie frappe la province en entier.

La décision de déménager ou non l'URFI de Lachute n'est pas prête d'être prise selon Myriam Sabourin, pas plus que celle concernant la nouvelle voca-

tion que pourrait avoir le bâtiment qui l'abrite actuellement si le déménagement a bel et bien lieu.

«Il y a plein de services qui pourraient bénéficier d'un beau bâtiment comme celui-ci. Ça fait partie des différents scénarios que l'on regarde. Pour l'instant, il n'y a rien d'établi mais c'est sûr que l'on va trouver une utilisation. Ce ne sont pas les idées qui manquent.»

▼ FONDATION DES CHSLD DRAPEAU,
DESCHAMBAULT, MAISONNEUVE

À LA CONQUÊTE DU MONT VENTOUX À VÉLO

Christian Asselin
cassel@groupejci.ca

Après avoir convaincu un premier groupe d'atteindre le camp de base de l'Everest au profit de la Fondation des CHSLD Drapeau, Deschambault, Maisonneuve l'automne dernier, voilà que le courtier immobilier Serge Rivet récidive. Cette fois, il est à la recherche d'une dizaine de personnes qui accepteront de l'accompagner en France, du 25 août au 2 septembre, pour monter à vélo le mont Ventoux.

Classé dans le top 20 des cols de France, et situé dans la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le mont Ventoux fait partie de l'itinéraire du prestigieux Tour de

France. Avec son dénivelé de 1911 mètres, son ascension représente un beau défi pour les passionnés de cyclisme.

«Quelqu'un qui est en bonne forme physique n'aura pas de difficulté à réaliser ce défi. Les conjoints qui souhaitent être du voyage, mais qui ne font pas de vélo sont également les bienvenus. Il y aura tant à faire et à voir autour de l'hôtel», a indiqué M. Rivet qui estime à 2 500 \$ par personne le coût du voyage, ce qui inclut les vols aller-retour, l'hébergement et les repas.

On demande toutefois aux participants de contribuer pour un minimum de 5 000 \$ à la cause choisie, soit le programme de musicothérapie de la Fondation des CHSLD Drapeau, Deschambault, Maisonneuve déjà offert aux résidents,



Photo Jean-Marc Laliberté (collaboration spéciale)

De nombreux partenaires rendent possibles les activités proposées par les courtiers immobiliers Hélène et Serge. On en reconnaît ici quelques-uns.

mais que l'on souhaite étoffer. Pour récolter cette somme, on suggère aux cyclistes qui accepteront de relever le défi d'organiser des activités-bénéfices.

UN GUIDE POUR LE GROUPE

Membre du conseil d'administration de la Fondation des CHSLD Drapeau, Deschambault, Maisonneuve, Richard Gendron, un cycliste aguerri, agira à titre de guide lors du périple.

Alors que l'ascension du Ventoux est prévue le jeudi 30 août, soit quatre jours après l'arrivée du groupe en France, il profitera des jours précédents pour rouler sur des distances de 60 ou 70 km afin de s'assurer que tous soient prêts à atteindre le sommet, et ce, autant physiquement que mentalement. Quelques sorties à vélo sont aussi prévues au Québec avant le départ.

«Il faut être en bonne santé physique et avoir roulé un peu avant le 25 août. Quelqu'un qui aura roulé 1 000 km durant l'été n'aura pas de problème à monter le Ventoux. Il faut savoir que le Ventoux, c'est une bonne côte de 23 km. On la montera par étape, avec des arrêts.»

Le sommet Reynard, situé à environ six

km du sommet est l'un de ces endroits incontournables où s'arrêtera le groupe pour se reposer et casser la croûte.

Pour participer à ce voyage qui inclut notamment la visite d'un vignoble, ou pour en apprendre davantage, il suffit de visiter le [fondationddm.com].

LE RETOUR DES CAMIONS DE RUE

La 3^e édition de l'événement «Les Foodtrucks arrivent en ville» se tiendra par ailleurs le 7 juin, de 16 h à 21 h, dans le stationnement de la bibliothèque de Rosemère. Puisque sept camions de rue participeront à cette fête gourmande qui ne cesse de gagner en popularité, l'emplacement précédent, près de la gare, était devenu trop étroit.

En plus des camions de rue Bleu Homard, Chez Tomio, Baluchon Fromagerie, Crémy, Kitchen Galerie, Orts Pizza et Jerry Ferrer, une maquilleuse pour enfants sera présente.

Encore une fois cette année, tous les profits amassés grâce à la présentation de cet événement seront remis à la Fondation des CHSLD Drapeau, Deschambault, Maisonneuve. Pour info: 450 970-2200.

LEVEIL.COM @LEVEILCONCORDE FB.COM/JOURNALLEVEIL

L'ÉVEIL.COM
VOLUME 70 - NUMÉRO 17 - 5 MAI 2018 - 52 PAGES
VOTRE JOURNAL INDÉPENDANT

MEMBRE DE
hebdo
QUÉBEC

UNE DIVISION DU
GROUPE JCL

MPH Service de Réparation
Climatiseur
Thermopompe
Fourniture électrique
450-623-8677
114 Boul. Industriel, St-Eustache



VÉRONIQUE SÉGUIN
FAIT «DON DE VIE»
LA FONDATION CANADIENNE DU REIN HONORE LE CISSS PAGE 3

Photo: Christian Beaudin



Photo Christian Asselin
Par altruisme, Véronique Séguin, psychothérapeute au CISSS des Laurentides, a donné son rein à un inconnu.

LE CISSS HONORÉ PAR LA
FONDATION CANADIENNE DU REIN

LE «DON DE VIE» DE VÉRONIQUE SÉGUIN

Christian Asselin
casselina@groupejci.ca

Psychoéducatrice au Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, point de service de Deux-Montagnes, Véronique Séguin a récemment posé un geste remarquable en faisant don de l'un de ses reins à un étranger. Bien que tous s'entendent pour dire que le mérite lui revient entièrement, c'est son employeur, le CISSS, qui a été honoré pour l'avoir soutenue dans cette démarche.

À chaque année, depuis 2006, la Fondation canadienne du rein remet le Prix Humanitaire - Don de vie à une organisation pour reconnaître les efforts qu'elle a déployés pour faciliter la greffe ou le don d'un rein par l'un de ses employés. En 2018, c'est donc le CISSS des Laurentides qui a reçu cette distinction pour avoir permis à Véronique de réaliser son projet de vie.

«Dans le processus que j'ai vécu, qui a duré plusieurs mois, j'ai eu beaucoup de soutien de la part de mon employeur. J'avais des rendez-vous médicaux aux deux semaines. Nadyne Bolduc, ma chef de département, a beaucoup facilité ce processus-là en m'autorisant tous mes congés», a raconté Mme Séguin avec tant d'humilité qu'elle ne semble pas réaliser l'ampleur du geste qu'elle a posé. C'est d'ailleurs elle, en guise de reconnaissance, qui a soumis la candidature du CISSS à la Fondation canadienne du rein.

«J'ai fait un don d'organe non dirigé. J'ai donc donné un rein à une personne que je ne connaissais pas. Je ne sais pas si c'est un homme ou une femme, si la personne est jeune ou âgée, ni même d'où elle vient, mais on m'a tout de même confirmé que l'opération s'était bien passée».

Questionnée à savoir quelles ont été les raisons qui ont motivé sa décision, la donneuse a eu de la difficulté à mettre le doigt sur une raison en particulier. Si elle a agi ainsi, c'est simplement pour faire le bien.

«Pour moi, ce n'est vraiment pas grand chose! Honnêtement, le lendemain de l'opé-

ration, je me levais et j'étais correcte. Je n'ai eu aucune conséquence sur ma vie. Je suis en paix avec ça. C'est un choix que j'ai fait».

Puisque Véronique est ce que l'on appelle une «donneuse universelle», on peut facilement imaginer que la personne qui a reçu son rein l'attendait peut-être depuis un bon moment. C'est du moins ce qu'elle retient de cette aventure.

WOW!

Que ce soit sa supérieure immédiate, Nadyne Bolduc, chef de service en santé publique, ou le directeur de la santé publique au CISSS des Laurentides, Dr Éric Goyer, tous n'avaient qu'un seul mot à dire en écoutant Véronique Séguin raconter son histoire: wow!

Lorsque Véronique est entrée dans le bureau de Mme Bolduc pour lui parler de son «projet de vie», la mâchoire de cette dernière est tombée.

«J'ai d'abord dit: wow! J'y ai pensé deux secondes: notre offre de services, les collègues, les remplacements, etc., mais j'ai arrêté de penser et j'ai dit: 'Oui. On va faire ce qu'on peut pour te supporter.' Je trouvais trop beau ce qu'elle avait choisi de faire. Je suis tombée en admiration devant elle et j'ai foncé avec Véronique là-dedans!»

«Même si le prix est remis au CISSS aujourd'hui, a renchéri Dr Goyer, le focus doit être dirigé vers Mme Séguin. Quand j'ai entendu parler de ce geste, je n'en revenais pas. Il est difficile de faire signer la carte de don d'organe une fois mort, mais le faire de son vivant: wow!»

Mme Séguin milite d'ailleurs pour que l'on signe sa carte de don d'organe si on ne veut pas que l'on nous les prélève au lieu du contraire, comme c'est le cas actuellement, car selon elle: «beaucoup de gens oublient encore de le faire».

Quelque 500 personnes attendent toujours un don de rein au Canada, une statistique encourageante si l'on considère qu'elles étaient plus de 1200 dans la même situation en 2012.

Nord Info, 5 mai 2018, p. 11

L'Éveil, 5 mai 2018, p. 42



C'EST LE MOMENT
DE VOUS JOINDRE AU PLUS
GRAND EMPLOYEUR
DES LAURENTIDES

Postulez dès maintenant
santelaurentides.gouv.qc.ca

LE **CISSS** DES LAURENTIDES
complice de votre carrière

PLUS DE 80 INSTALLATIONS
EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides

Québec

700104_00812_121

LEVEIL.COM @LEVEILCONCORDE FB.COM/JOURNALLEVEIL

L'ÉVEIL.COM

VOLUME 70 - NUMÉRO 15 - 28 AVRIL 2018 - 32 PAGES - 46 690 EXEMPLAIRES
VOTRE JOURNAL INDÉPENDANT EN RÉGION

MEMBRE DE **hebdoS** QUÉBEC

UNE DIVISION DU **GROUPE JCL**

MPH Service Réparation
Climatiseur
Thermopompe
Éclairage électrique
450-623-8677
174 Blvd. Industriel, St-Eustache



PORTES OUVERTES
29 AVRIL
12 h à 16 h
Sélection Deux-Montagnes
10, 8^e avenue, Deux-Montagnes
selectiondeuxmontagnes.com

«LA DPJ M'À LAISSÉ TOMBÉ»

LE TÉMOIGNAGE DE JOSS LAMONTAGNE PAGES 4 ET 5

▼ «CHARROYÉ» D'UNE FAMILLE D'ACCUEIL À L'AUTRE

LA DPJ L'A LAISSÉ TOMBER

Christian Asselin
caselin@groupejcl.ca

Assis sur le siège arrière de la voiture qui l'emmène au centre jeunesse La Calèche, de Sainte-Agathe (ceci est la suite du texte en page 5), le petit Joss, 11 ans et demi, est habitué par ce sentiment d'avoir enfin la chance d'aspirer à une vie meilleure tout en étant très anxieux de découvrir ce que lui réserve l'avenir.

«En entrant là en plein milieu de la nuit, raconte-t-il, je m'aperçois qu'il y a des barreaux aux fenêtres, des barreaux électriques à toutes les portes et des gardiens de nuit. On me met dans une chambre avec quelqu'un que je ne connais pas. C'était tough! Mais au moins, je n'étais plus avec ma mère».

Lors de son premier séjour à La Calèche, Joss y passe six mois, «si ce n'est pas un an», se ravise-t-il.

«Ça s'est bien passé. Pour moi, c'était de la petite bière. J'étais en gang, je ne faisais pas de trouble. J'avais des tâches à exécuter. J'allais à l'école en dedans. Je dis en dedans, car c'était comme une prison. Ta liberté, elle s'arrête à la porte! C'est certain que de ne pas pouvoir en sortir était difficile, mais c'était mieux que ma vie d'avant.»

Toutefois, comme il le dit, il avait dès lors mis un pied dans l'engrenage de la DPJ. «Et une fois que tu y es, tu n'en sors

pas comme tu veux! Je ne sais pas à combien de travailleurs sociaux j'ai raconté mon histoire tellement j'en ai eus!»

D'UNE FAMILLE À UNE AUTRE

Après son séjour au centre jeunesse, Joss, à la demande de la DPJ, a tenté un retour chez sa mère, mais ça n'a pas fonctionné.

«À partir de ce moment-là, on m'a envoyé un peu partout, à gauche et à droite. J'ai fait Le Petit Patro, à Sainte-Thérèse, une famille d'accueil à Saint-Eustache, une autre à Sainte-Thérèse, un foyer d'accueil à Mascouche, un autre foyer d'accueil à Rosemère. Je suis ensuite retourné au Petit Patro, avant d'être renvoyé à La Calèche. J'ai vraiment été charroyé!»

Ce va-et-vient continu et ses séjours en centre d'accueil ont évidemment nui à Joss, au niveau académique notamment, puisqu'il ne pouvait compléter une année de secondaire sans être transféré dans une autre ville où il devait intégrer une nouvelle école chaque fois. À ce sujet, il se rappelle d'un événement en particulier qui a marqué son adolescence.

DES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

C'était le 21 décembre 1990. Il s'en rappelle comme si c'était hier. Après l'heure du midi, la direction de la polyvalente de Sainte-Thérèse, qu'il fréquentait, avait donné congé aux élèves qui pouvaient donc quitter pour leurs vacances de Noël.

Joss vivait alors dans une famille d'accueil de Sainte-Thérèse.

«Quand je suis arrivé à la maison, le foyer était fermé. Toutes mes affaires étaient sur le perron. Mes effets personnels. Mon linge. Toute ma chambre en fait. J'avais 15 ans et j'étais à la rue. On m'avait pourtant dit que je serais là jusqu'à mes 18 ans. Quand j'ai appelé mon travailleur social, on m'a répondu qu'il était en vacances et de rappeler dans deux semaines. J'ai dormi au parc Blainville. Je mangeais dans les poubelles. Et là, j'étais encore dans le système de la DPJ. Mais on m'a laissé aller!»

Des histoires comme celle-là, Joss en a des tas à raconter. Il y a cette fois, entre autres, où sa famille d'accueil l'avait «oublié» à La Ronde, et qu'il avait dû passer la nuit au poste de police, car personne ne voulait venir le chercher, ou encore, cette autre occasion où il s'était une fois de plus retrouvé à la rue en raison de la séparation du couple qui opérait la famille d'accueil.

«On m'avait renvoyé à La Calèche, puis au Petit Patro, puis retourné dans une autre famille. En plein hiver! Ça a été l'enfer d'un bout à l'autre. Jusqu'à ce que je dise: c'est assez!»

APPARTEMENT SUPERVISÉ

À 16 ans, il a demandé à la DPJ de lui trouver un appartement supervisé. Il se rappelle encore l'adresse, sa première: 112A,

rue Turgeon, à Sainte-Thérèse. La DPJ lui remettait alors un chèque chaque mois pour payer son loyer et sa nourriture. Son travailleur social devait venir le visiter sur une base régulière pour s'assurer que tout allait bien. Il ne l'a vu qu'une seule fois, «zéro suivi», ajoute-t-il à ce sujet.

«Quand je suis entré là, c'était un «un» pas un «un et demi», mais bien un «un», car la toilette était commune. Tout ce que j'avais, c'était une tasse. Je n'avais pas de couvertures, pas d'oreiller, pas de vêtements. C'est une stagiaire travailleuse sociale qui était venue me porter ça deux semaines après.»

Le temps a passé, mais pour Joss Lamontagne, les cicatrices demeurent. Même après toutes ces années, il en veut encore à la DPJ.

«C'est bien beau montrer les beaux côtés de la DPJ, mais de tous les amis que j'ai eus en centre ou en famille d'accueil, cinq ou six se sont suicidés après avoir été transférés d'une famille à l'autre. Ils avaient 14-15 ans. J'ai même une de mes blondes qui s'est suicidée. Pour moi la DPJ, ça a été un flop total! Oui, je suis sorti de chez ma mère. Mais je ne m'attendais pas à ça... La DPJ m'a laissé tomber.»

Quant à sa relation avec sa mère, malgré toutes les épreuves qu'elle lui a fait vivre, Joss a renoué les liens. «Personne ne comprend pourquoi, mais elle reste ma mère», a-t-il conclu.

▼ «ENFANT DE LA DPJ»

JOSS A CONNU UNE ENFANCE DIFFICILE

Christian Asselin
cassel@groupejci.ca

À la suite du reportage publié en une de cet hebdomadaire, le 7 avril, au sujet de cette famille d'accueil des Basses-Laurentides qui avait accueilli pas moins de 360 enfants en 12 ans, pour le compte de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ), les réactions ont fusé de toute part.

D'un côté, nous avons reçu celles de gens qui louangeaient le travail et la bonté de la famille en question et de l'autre, celle de Joss Lamontagne, un «enfant de la DPJ» qui en avait gros sur le cœur et qui tenait à partager «sa» réalité.

«C'est vrai que de bonnes familles d'accueil, il en existe et que la DPJ ne fait pas que de mauvaises choses, mais avez-vous pensé à ces enfants? On parle ici de 30 enfants par année qui vont de famille en famille et qui n'ont jamais de stabilité. C'est ce que j'ai vécu moi et je peux vous dire que ça n'a pas été facile», lance d'emblée Joss, 44 ans.

Cette période sombre de sa vie, «sous l'emprise de la DPJ», comme il l'affirme lui-même, il l'a vécue de l'âge de 11 ans, jusqu'à sa majorité. Mais encore aujourd'hui, il en subit les contrecoups. Sa dernière tentative de suicide remonte à il y a six ans. C'était déjà sa 4e.

BATTU À COUPS DE TAPETTE À MOUCHE

«J'ai eu une enfance difficile. Non pas

parce que j'étais un petit gars à problème, mais mon père nous a quittés quand j'avais deux ans. Quant à ma mère, elle était absente. Et quand elle était là, elle me battait au sang à coup de tapette à mouche de laquelle elle enlevait la palette de caoutchouc. Je suis resté avec elle jusqu'à l'âge de 11 ans, environ. À cette époque, j'avais déjà deux fugues et une tentative de suicide à mon actif! C'était rough!»

Un jour, c'en est assez pour lui. Il doit décider de son avenir. Mais que faire? Sa voix n'a même pas encore mué.

«J'ai lancé des cris de détresse qui n'ont pas été entendus. Entre 11 ans et demi et 14 ans, j'ai fait trois tentatives de suicide. J'ai essayé de me pendre. J'ai vidé la pharmacie. J'ai mis la switch à off! Je voulais juste partir de là parce que je n'en pouvais plus.»

RETROUVÉ DANS LE BOIS

Joss a d'abord tenté de renouer les liens avec son père, mais celui-ci lui a bien fait comprendre lors d'un dîner improvisé au restaurant chez Martine, à Blainville, que sa nouvelle femme «ne voulait rien savoir de lui». N'ayant personne vers qui se tourner, il quitte une fois de plus le foyer maternel. Cette fois sera la bonne.

«Je suis parti avec plein de sacs à dos. Je me suis retrouvé dans un boisé de Blainville où j'avais monté ma tente, mais il s'est mis à mouiller. J'étais en hypothermie. La police est venue me chercher.»

Les policiers ont évidemment tenté de communiquer avec sa mère, mais, son fils

ayant fugué pour une xième fois, elle a plutôt choisi de se rendre à Magog, pour suivre son nouveau conjoint.

«À partir de ce moment-là, tout s'est enclenché, se rappelle Joss. Je me suis ramassé au poste. Je leur ai raconté mon histoire et leur ai dit qu'il n'était plus question que je retourne chez ma mère.»

Un chauffeur de la DPJ est alors venu le cueillir en pleine nuit au poste de police de Blainville pour l'emmener au centre jeunesse La Calèche, à Sainte-Agathe-des-Monts. Débutent alors ses premiers contacts avec la DPJ.

Alors que Joss pensait être enfin sorti de cet enfer dans lequel il était plongé depuis sa naissance, avec le recul, il affirme aujourd'hui qu'il mettait plutôt les deux



Photo Christian Asselin
Joss Lamontagne vit aujourd'hui une vie normale à Saint-Eustache avec sa conjointe et les enfants de cette dernière.

pieds dedans... (la suite à la page 4)

▼ LE CISSS SE FAIT RASSURANT LES CHOSES **ONT** **BIEN CHANGÉ** EN 30 ANS

 **Christian Asselin**
✉ casselin@groupejci.ca

Est-ce que le scénario cauchemardesque vécu par Joss Lamontagne, à la fin des années 80, pourrait se répéter 30 ans plus tard? Rien n'est impossible. Toutefois, nous assure le CISSS des Laurentides, on fait tout pour éviter qu'un enfant ait à vivre une telle situation.

Joss Lamontagne n'est certainement pas seul dans sa situation. D'ailleurs, lors de l'entrevue qu'il a accordée au journal, celui-ci se réfère régulièrement aux amis qu'il s'est faits dans les foyers ou familles d'accueil qu'il a fréquentés.

«On se recroise ici et là tout le long de notre adolescence», affirme Joss, à ce sujet. C'était il y a 30 ans. Mais qu'en est-il aujourd'hui? Est-ce que le mot «stabilité» fait partie du vocabulaire des enfants de la DPJ?

Contacté à ce sujet, le CISSS des Laurentides, par l'entremise de sa porte-parole, Myriam Sabourin, a expliqué que plusieurs améliorations ont été apportées

afin d'éviter qu'un enfant soit trimballé d'une famille d'accueil à l'autre.

«Une attention particulière est accordée au choix de la ressource la plus susceptible de répondre aux besoins spécifiques de l'enfant, de même qu'à sa capacité à pouvoir lui offrir un milieu de vie à plus long terme si un retour en milieu familial ne peut être réalisé», dit-elle avant d'ajouter que chaque milieu d'accueil est évalué en fonction de critères «précis et rigoureux» permettant de mesurer sa capacité à pouvoir répondre aux besoins d'un enfant qui lui serait confié.

«Un suivi continu est effectué pour s'assurer de la concordance entre les services rendus par le milieu d'accueil et les besoins spécifiques de l'enfant», insiste Myriam Sabourin, précisant qu'un intervenant social est en constante communication avec les familles d'accueil et que celles-ci bénéficient également de l'expertise de pédopsychiatres, d'éducateurs, de psychologues, etc. afin, dit-elle, «d'assurer la pérennité du projet de vie de l'enfant dans ce milieu».

▼ CISSS DES LAURENTIDES L'APTS DÉNONCE LES PROFITS GÉNÉRÉS PAR LES REVENUS DE STATIONNEMENT



Photo Benoit Bilodeau
L'Hôpital de Saint-Eustache est l'un des établissements du CISSS des Laurentides où des tarifs de stationnement sont exigés de la part des usagers et du personnel.



Affirmant que le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides prend les usagers «en otage», l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) a dénoncé les profits qu'ont générés pour l'année 2016-2017 les revenus de stationnement dans les différents établissements du réseau laurentien.

«Ces revenus représentent en 2017, près de 2,7 M\$, dont environ 30 % sont en provenance des frais payés par le personnel. Malgré ces profits énormes, certains secteurs, dont Thérèse-De Blainville et Saint-Eustache, ont vu le coût de leur stationnement augmenter cette année en passant de 6,50 \$ à 9 \$ pour la clientèle pour une journée! C'est une augmentation de 38 %», s'est insurgée, dans un communiqué de presse, Josée Fréchette, porte-parole syndicale de l'APTS Laurentides, qui représente 3 000 personnes.

LES USAGERS ET LES EMPLOYÉS PÉNALISÉS

«En contraignant les usagers, sans aucune distinction, à payer le fort prix pour l'utilisation de ses stationnements lors de visites pour des examens ou des traitements, le CISSS contribue à aggraver l'isolement des moins bien nantis, souffrant déjà de l'éloignement social et géographique», d'ajouter celle-ci.

Toujours selon le syndicat, ces tarifs de stationnement touchent également durement les personnes salariées en raison de l'uniformisation de la tarification des sta-

tionnements, puisque les frais exigés peuvent représenter plus de 250 \$ par année par employé.

Pour l'instant, d'indiquer la porte-parole syndicale, les stationnements sont toujours gratuits pour la clientèle des CHSLD et du CLSC Jean Olivier Chénier, à Saint-Eustache, mais celle-ci dit craindre qu'ils ne soient étendus dans un proche avenir à ces endroits.

«Les contribuables financent déjà [le réseau de la santé et des services sociaux] par l'entremise des impôts et que les salaires des employés sont déterminés par une convention collective. C'est un non-sens», de dénoncer à nouveau l'APTS.

LA VERSION DU CISSS

Le CISSS des Laurentides a rétorqué, de son côté, avoir le souci de «préserver des tarifs de stationnement raisonnables et ainsi favoriser l'accessibilité aux services», et fait valoir que sur l'ensemble des sites, les 30 premières minutes d'utilisation demeurent gratuites et que la tarification est, par la suite, modulée en fonction de la durée de la visite.

«Qui plus est, sur l'ensemble des sites, les tarifs préférentiels sont maintenus pour les grands utilisateurs de services telles les personnes recevant des traitements d'hémodialyse ou de chimiothérapie. Nous devons nous assurer de prélever auprès des utilisateurs les montants nécessaires à l'exploitation des espaces de stationnements et de réserver le financement du MSSS pour notre mission de base: l'offre de soins et de services à la population», d'expliquer par courriel Myriam Sabourin, conseillère-cadre pour le soutien aux projets transversaux à la direction générale adjointe du CISSS des Laurentides.

L'Écho de la Rive-Nord, site Internet

Le CISSS des Laurentides est récipiendaire du Prix Humanitaire - Don de vie 2018

<https://www.lechodelarivenord.ca/actualites/societe/335271/le-cisss-des-laurentides-est-recipiendaire-du-prix-humanitaire-don-de-vie-2018>

Le CISSS des Laurentides s'offre un nouveau site Internet

<https://www.lechodelarivenord.ca/actualites/societe/335208/le-cisss-des-laurentides-soffre-un-nouveau-site-internet>

Comptoir Recyc-Dons: 2017 fut l'année du 10e anniversaire!



Sur la photo le conseil d'administration de Recyc-Dons Francine Cassy Cyr, Lise Guénette, Michelle Fredette, Gaétan Lapointe, Véronique Siméon directrice-générale, Serge Labelle président, Joan Boily directrice générale fondatrice, Mathieu Dionne et Sylvie Carrière.

L'anniversaire fut souligné notamment par la création d'un nouveau logo et d'une cure de rajeunissement du site WEB et de la page Facebook et s'est conclu par le réaménagement du magasin. Le comptoir Recyc-Dons en es donc à sa dixième assemblée générale annuelle et le moindre que l'on puisse dire est qu'il a pris de l'ampleur grâce à vous citoyens, clients, donateurs, bénévoles, partenaires, employés... et le tout pour le bien de notre environnement.

Le comptoir Recyc-dons récupère maintenant plus de 350 tonnes métriques de vêtements, articles domestiques, meubles et électroménagers annuellement. Elle en réemploi plus de 60% et en recycle environ 20%. C'est donc au moins 280 tonnes métriques de biens détournés des sites d'enfouissement pour le bien de l'environnement mais également de nos familles, de nos écologistes, de nos personnes en situation de pauvreté, de nos jeunes adultes qui quittent le nid familial bref de nous TOUS.

En plus de sa mission première qui est environnementale, Recyc-dons développe de plus en plus sa mission secondaire soit de favoriser l'intégration de personnes vivant avec un handicap ou un trouble de santé mental, la socialisation de citoyens isolés et en étant un employeur équitable et socialement mobilisateur. Effectivement, Recyc-Dons accueille six nouvelles personnes vivant avec un handicap qui, nettoient, vérifient et réparent des jouets en vue de leur revente avec l'aide de notre accompagnatrice. Globalement en 2017, c'est 15 599\$ qui furent investis directement à la mission.

Pour 2018, Recyc-Dons a développé un partenariat avec Certex, entreprise adaptée de Terrebonne, qui recycle certains textiles non revendables pour en faire des chiffons. Dans le volet intégration, l'entreprise accueille une quinzaine de clients du CISSS des Laurentides quatre (4) jours par semaines avec leur instructrice dès août 2018.



MISSION DE LA FONDATION

- Être un partenaire de premier plan dans la réalisation de la mission de l'Hôpital de Saint-Eustache auprès de la population de notre région.
- Soutenir notre hôpital en permettant l'acquisition d'équipements de haute technologie n'étant pas financés par le MSSS.
- Faciliter la prestation de soins hospitaliers de première qualité dans notre région.

*Si vous aussi tenez
à la santé de votre hôpital,
vous pouvez faire la différence.*

Bien entourés pour mieux guérir!

 <p>Jacques Pelletier Président, conseil d'administration Fondation Hôpital Saint-Eustache</p>	PRÉSIDENT Jacques Pelletier	ADMINISTRATEURS Jean-Félix Bouchard Julie Boucher Jacques Bourdages Lise Corbeil Me Julie Hébert Dr Pierre Marceau Michel Pelletier Christian Potvin Caroline Vallerand
 <p>Diane D. Lavallée Directrice générale Fondation Hôpital Saint-Eustache</p>	VICE-PRÉSIDENT Me Pierre-G. Mayer	
	VICE-PRÉSIDENT Robert Courville	
	TRÉSORIÈRE Mylène Pepin	
	SECRÉTAIRE Yves Guindon	
	DIRECTRICE GÉNÉRALE Diane D. Lavallée	

 www.facebook.com/fondationhopitalsainteustache
www.facebook.com/teledonfondationhopitalsainteustache

520, boul. Arthur-Sauvé, Saint-Eustache (Québec) J7R 5B1
Tél.: 450 473-6811 poste 42351 • Téléc.: 450 473-1178
Courrier électronique: fondation.hse@ssss.gouv.qc.ca
Site Internet: www.fondationhopitalsainteustache.com

Erreur de diagnostic: elle souffrait d'une fracture à un os et non d'une tendinite

<http://www.cime.fm/nouvelles/faits-divers/106846/erreur-de-diagnostic-elle-souffrait-dune-fracture-a-un-os-et-non-dune-tendinite>

Accès à un médecin de famille: les visées du ministre Barrette sont ratées estime la CAQ

<http://www.cime.fm/nouvelles/politique/105570/acces-a-un-medecin-de-famille-les-visees-du-ministre-barrette-sont-ratees-estime-la-caq>

CHSLD St-Jérôme : vent de mécontentement à quelques jours du déménagement

<http://www.cime.fm/nouvelles/sante/104564/chsld-st-gerome-vent-de-mecontentement-a-quelques-jours-du-demenagement>

Centre de pédiatrie sociale en communauté d'Antoine-Labelle: le local sera situé au 380, rue de la Madone

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/pediatrie_-_pediatrie_0.mp3

Le 27e Souper de la Fondation CHDL-CRHV de Rivière-Rouge rapporte plus de 40 000 \$

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/souper_-_souper_1.mp3

Selon la CAQ: le délai d'attente pour avoir un médecin de famille est de 85 à 212 jours dans Antoine-Labelle

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/caq_-_caq_4.mp3

Semaine du don d'organes: 44 personnes sont en attentes dans les Laurentides

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/organe_-_organe_2.mp3

Reconstruction du CHSLD de Labelle

http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/chsld_-_chsld_2.mp3

5 nouveaux CHSLD seront construits dans les Laurentides

<https://www.nous.tv/fr/node/86856>

L'actualité avec Daniel Deslauriers – Les stationnements payants rapportent 3 M\$ au CISSS des Laurentides

<https://nous.tv/fr/node/86641>

Un centre de pédiatrie sociale vient d'ouvrir ses portes à Sainte-Agathe-des-Monts

<https://nous.tv/fr/node/83616>